

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro  **Cinq Sous**

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 \$0.75
POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.35 \$1.00
Les abonnements débutent le 1er et le 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. PRO ARIS ET FOCIS. SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 14 OCTOBRE 1905. Fondé le 1er Septembre 1827

M. WITTE A Paris et à Berlin.

Dans le monde où l'alliance russe ne fut jamais très populaire, on s'est ému de certaines déclarations faites par M. Witte à un de nos distingués confrères du "Temps", écrit M. Arthur Meyer dans le "Gaulois".

M. Clemenceau lui-même, dont le patriotisme s'est montré si éclairé en ces derniers temps, les juge déplacés, et il estime que le représentant de la Russie devrait nous montrer plus de reconnaissance pour les services que nous avons rendus à la flotte de l'amiral Rodjstvenski lorsqu'elle fit escale à Madagascar. Il me paraît, au contraire, que M. Witte a très correctement et très exactement apprécié la situation respective de la France et de la Russie.

Il a dit que l'alliance subsistait toujours "dans son essence", mais il n'a pu méconnaître le changement qui s'est opéré dans l'esprit de certains de nos partis politiques—et non les moins importants—lorsque le sort de la guerre a favorisé les Japonais. Ce changement quelque peu brusque l'a surpris, car il nous a surpris nous-mêmes, car il est contraire à nos traditions nationales de tourner le dos à nos amis quand la fortune a cessé de leur sourire. La première victoire japonaise était encore incertaine que, déjà, l'on mettait un empressement peu généreux à offrir à l'ennemi de la Russie les sympathies que, jusque-là, nous avions toutes réservées à notre allié.

La marquise de Montebello—on ne l'a pas oublié—avait pris la noble initiative d'une grande tombola au profit des blessés russes : le total des sommes réalisées atteignant 200,000, il fallait obtenir une autorisation du Parlement. Le colonel Roussel fit, à cet effet, une démarche auprès de M. Combes. Le président du conseil manifesta une vive émotion :

—Surtout, dit-il au colonel, gardez-vous de saisir la chambre de votre proposition, car nous verrions surgir immédiatement une proposition parallèle au profit des Japonais.

M. Brisson, je dois le reconnaître, se montra meilleur Français que M. Combes : il intervint pour aplénir toutes les difficultés.

Au Parlement, dans la presse, on admettait la justesse des réclamations que nous adressait le Japon au sujet du prétendu ravitaillement de la flotte russe par nos ports malgaches et indo-chinois, et l'on nous reprochait de nous obstiner "dans les vieux errements de l'alliance franco-russe".

que l'intérêt des peuples que l'on unit pour une politique déterminée doit être la raison déterminante de cet accord à l'exclusion des convenances particulières des hommes d'Etat qui la contractent. Or, il est certain que dans les accords internationaux qu'il négocie, notre gouvernement se préoccupe surtout des visites royales et impériales qui lui permettent de faire figure devant le corps électoral. Les républicains se flattent de recevoir des têtes couronnées, comme autrefois le Roi et l'Empereur.

Ne nous payons pas de mots et ne nous laissons pas éblouir par de prestigieux spectacles, et pour en revenir à l'Empereur allemand, dont M. Clemenceau dément avec raison la brutalité, notre fierté pourrait-elle s'accommoder d'un procédé bienveillant? Nous voulons rester ses adversaires irréconciliables, entretenir que jamais l'idée de la revanche. Soit, c'est un noble objectif. Mais, pour le justifier, il nous faut adopter une attitude plus "cocardière" et surtout développer la puissance de notre armée. Nous devons nous concentrer, nous recueillir, renoncer à ce que j'appellerais la politique oscillante, et condamner les déclamations à la fois dangereuses et platoniques de M. Delcassé.

Le plan de ce ministre, quel que peu romantique, aurait été, nous dit-on, déjoué par la bataille de Moukden; je crois plus simplement que cette étrange conception devait avorter, parce qu'elle était illogique et incohérente. N'était-il pas, en effet, illogique et incohérent de s'accorder avec l'Angleterre, alliée du Japon, tandis que nous étions, nous, les alliés de la Russie, que le Japon s'appretait à combattre?

Dans ses rapports avec la Russie, l'Empereur allemand devait certainement exploiter cette situation paradoxale. Il y était en quelque sorte obligé, car le plan Delcassé tendait à l'isoler en Europe, en favorisant l'Angleterre et en détachant l'Italie de son alliance. Il a voulu montrer, par un coup de théâtre assurément brutal, qu'il existait encore et qu'il fallait compter avec lui. Nous n'avons pas sujet de nous en plaindre, car c'est à ce coup de tête réfléchi, médité, que nous devons le réveil imprévu des sentiments patriotiques dans des esprits qui leur étaient jusqu'ici absolument rebelles.

D'ailleurs, qui peut se vanter de n'être jamais contraint à quelque acte de ruse?

Quand M. Delcassé demanda à l'Angleterre, dont la loyauté à notre égard ne saurait être suspectée, de nous laisser toute liberté d'agir au Maroc, lord Lansdowne lui présenta quelques observations dont il ne voulut pas tenir compte. Nous avions un premier traité avec l'Espagne, qui protesta; mais que pouvait l'Espagne? L'Angleterre et la France lui firent comprendre qu'elle n'avait qu'à s'incliner. M. Leon y Castillo pourrait dire quelles furent à ce moment ses angoisses et quelles heures tristes il vécut.

Mais ce sont là des faits déjà anciens sur lesquels il est oiseux d'insister. Revenons à l'heure présente et examinons froidement la situation qui nous est faite.

Nous avons fait à l'Allemagne, aux délégués de l'Allemagne, aux produits allemands, à l'Exposition de 1900, ne devait-il pas laisser supposer à un observateur superficiel que le temps avait fait son œuvre, que les hommes d'autrefois étaient éteints et que la génération actuelle, affranchie de tout esprit d'aventure, recherchait par des combinaisons diplomatiques les réparations au moins partielles que les anciens attendaient d'une guerre de revanche? Reprochons-nous à la Russie de nous avoir éventuellement exposés à sortir de notre sphère d'action, en envahissant la Mandchourie, ce qui pouvait nous entraîner à des conflits où l'intérêt français n'était ni directement ni indirectement engagé?

Mais nous n'ignorons pas l'emploi que devait faire notre allié de l'argent qu'il nous empruntait. Nous savions à quel usage était destiné le Transsibérien, et M. Delcassé l'ignorait si peu qu'il laissa introduire dans le traité d'alliance une clause qui déterminait les conditions dans lesquelles, à l'occasion des affaires russes en Extrême-Orient le *casus foederis* pouvait être invoqué.

La vérité, c'est que nos japonais de France, dans la presse et dans le Parlement, ont voulu croire que la puissance militaire russe n'était qu'un prestige, une illusion; ils ont proclamé qu'on les avait trompés et que la mise au jeu de notre allié ne pouvait se comparer à la nôtre. Sont-ils donc bien certains que notre gage est supérieur? Croient-ils donc que M. Bertheux s'est employé à réparer le mal fait à l'armée par son prédécesseur, le général André? Certes, nous nous associons de tout cœur aux éloges adressés par l'attaché militaire américain au petit "piou-piou" français, mais la force d'une armée ne réside pas exclusivement dans la valeur de ceux qui la composent. Notre organisation, notre préparation militaire sont-elles à ce point perfectionnées que nous puissions opposer triomphalement notre puissance à la faiblesse de notre allié?

Je le souhaite et nul plus que moi ne s'en réjouirait; mais, dans ce cas, on peut se demander pourquoi notre gouvernement s'est montré si accommodant, si transigeant devant ce que M. Clemenceau appelle "la brutalité de l'empereur allemand"? Nous avions une plus fière allure lorsque l'affaire Schnöbelé mit en péril la paix de l'Europe, et l'Allemagne, qui nous menaçait, nous accorda les réparations qui nous étaient dues.

Si nous sommes prêts, pour quoi a-t-on sacrifié M. Delcassé? Pourquoi a-t-on tenu compte des... avertissements du prince Henckell de Donnersmark, révélés par le "Gaulois", et que l'on n'a pas démentis?

M. Witte ne nous a, que je sache, ni outragés ni provoqués. M. Witte s'est plus simplement montré à ceux qui croyaient la Russie définitivement abattue qu'elle comptait encore dans le monde et qu'elle serait, à une heure donnée, l'un des facteurs les plus importants des combinaisons pacifiques ou autres que prépare le destin. Après avoir vu M. Rouvier et M. Loubet, il a vu le prince de Bilibou et s'est entretenu avec l'empereur Guillaume. C'était façon d'indiquer clairement que la Russie reprendrait sa place en Europe. Nous devons nous en réjouir, car on sait que M. Witte s'entremettait hier encore pour obtenir de l'Empereur allemand les concessions qui seraient de nature à faciliter la solution de l'affaire marocaine.

Nous voulons la paix, c'est entendu; mais ce sentiment peut-être inspiré par des considérations diverses. On peut souhaiter la paix par humanité, et aussi parce que l'on n'est pas préparé à la guerre; il ne faut jamais donner à ses voisins, à ses ennemis éventuels, cette impression que l'on est attaché à la paix parce que l'on redoute les périls et les conséquences de la guerre.

C'est en ceci que les pacifistes me paraissent manquer du sens aigu des nécessités actuelles; ils prêchent la paix avec une passion telle qu'on peut nous croire—sur leur parole—prêts à subir les plus humiliations, pourvu qu'on ne trouble pas notre quiétude.

Nous avons suffisamment montré que nous n'avions aucune velléité belliqueuse en faisant les plus larges concessions en vue de la conférence proposée par l'Allemagne. Nous ne saurions aller plus loin sans préjudice pour notre dignité. La Russie nous aide, nous l'avons dit plus haut, à la défendre et à la conserver.

En échange, nous devons, si l'on

AUX DEPOSANTS DE LA GERMANIA SAVINGS BANK AND TRUST CO.

Hier après-midi, La New Orleans Clearing House Association s'est réunie pour agir sur la requête des officiers et administrateurs de la Germania Savings Bank & Trust Company, qu'un comité soit nommé pour faire un examen minutieux de ses affaires. Les soussignés ont été nommés d'après cette requête et après avoir fait un examen attentif dans les affaires de la Banque soumet le tableau suivant :

| ACTIF. | |
|---|-----------------------|
| Comptant en main et en banque | \$ 702,747.88 |
| Maison de banque et autres propriétés foncières | 122,481.85 |
| Prêts garantis par hypothèques | 1,214,699.51 |
| Prêts garantis par bons et actions | 4,798,076.88 |
| Bons garantis | 1,070,571.63 |
| | \$7,908,577.75 |
| PASSIF. | |
| Fonds capital | \$ 100,000.00 |
| Surplus et profits indivis | 798,908.88 |
| Dû pour dividendes non payés | 1,425.00 |
| Dû aux déposants | 7,008,243.87 |
| | \$7,908,577.75 |

Nous avons personnellement compté la caisse, examiné chacun des emprunts et les collatéraux, compté et vérifié les bons et les prix indiqués sur les livres et vérifié tous les items du passif.

Nous trouvons que les affaires de la Banque ont été gérées et conservativement administrées et que les sécurités appartenant à la Banque ainsi que celles déposées comme collatéraux pour garantir les emprunts, réaliseraient sur le marché des prix plus élevés que ceux évalués par la Banque.

Nous trouvons que la Banque mérite la confiance dont elle a toujours joui, que sa condition est absolument fondée et si elle est appelée à le faire peut payer à tous ses déposants chaque cent dû et pourrait en plus distribuer aux actionnaires un surplus de \$898,908.88.

En vertu de l'autorité dont ce comité est revêtu par la voix unanime de la Clearing House Association (tous les membres étant présents), nous garantissons à la Germania Savings Bank and Trust Company l'appui combiné de toutes les Banques appartenant à l'Association, qui sont entièrement préparées à donner tel secours qu'il sera nécessaire dans cette attaque gratuite et non justifiée.

- CHARLES JANVIER, Président.
Vice-Président de la Canal-Louisiana Bank & Trust Co.
- A. BALDWIN, JR.,
Vice-Président de la New Orleans National Bank.
- CHARLES GODCHAUX,
Vice-Président de la Whitney-Central National Bank.
- J. H. FULTON,
Vice-Président et Mgr. Com. National Bank.
- CHAS. H. CULBERTSON,
Vice-Président de la State National Bank.
- Nouvelle-Orléans, 14 octobre 1905.

Comment se pouvait justifier une telle évolution de notre politique et de nos sentiments?

Certains reprochaient à la Russie d'avoir drainé l'argent des Français. Qui donc nous obligait à souscrire à ses nombreux emprunts? Ne nous a-t-elle pas payé très régulièrement des revenus que nous devons considérer comme très avantageux? Son crédit n'était pas atteint par la défaite, et s'il eût été menacé, le souci de nos intérêts nous eût fait un devoir de le défendre.

D'autres lui faisaient le grief autrement grave de ne s'être pas entremis pour nous faire restituer l'Alsace et la Lorraine, mais l'en avions-nous priée? Le traité d'alliance comportait-il une semblable éventualité? Ne savions-nous pas, au contraire, qu'une clause de ce traité devait décourager nos espérances, par la reconnaissance implicite des faits accomplis? En l'acceptant, n'admettions-nous pas officiellement que nous abandonnions—tout au moins pour un certain temps—les revendications que nous jugeons inopportunes ou prématurées?

Cette résignation momentanée ne s'est elle pas affirmée d'abord par l'envoi d'une escadre française à l'inauguration du canal de Kiel et, plus tard, par l'association de nos vaisseaux aux flottes allemandes et russes lorsqu'il apparut souhaitable de limiter les ambitions du Japon, qui venait de battre la Chine, et de lui ravir une partie des profits de la guerre?

Enfin l'accueil enthousiaste que

La vérité, c'est que nos japonais de France, dans la presse et dans le Parlement, ont voulu croire que la puissance militaire russe n'était qu'un prestige, une illusion; ils ont proclamé qu'on les avait trompés et que la mise au jeu de notre allié ne pouvait se comparer à la nôtre. Sont-ils donc bien certains que notre gage est supérieur? Croient-ils donc que M. Bertheux s'est employé à réparer le mal fait à l'armée par son prédécesseur, le général André? Certes, nous nous associons de tout cœur aux éloges adressés par l'attaché militaire américain au petit "piou-piou" français, mais la force d'une armée ne réside pas exclusivement dans la valeur de ceux qui la composent. Notre organisation, notre préparation militaire sont-elles à ce point perfectionnées que nous puissions opposer triomphalement notre puissance à la faiblesse de notre allié?

Je le souhaite et nul plus que moi ne s'en réjouirait; mais, dans ce cas, on peut se demander pourquoi notre gouvernement s'est montré si accommodant, si transigeant devant ce que M. Clemenceau appelle "la brutalité de l'empereur allemand"? Nous avions une plus fière allure lorsque l'affaire Schnöbelé mit en péril la paix de l'Europe, et l'Allemagne, qui nous menaçait, nous accorda les réparations qui nous étaient dues.

Si nous sommes prêts, pour quoi a-t-on sacrifié M. Delcassé? Pourquoi a-t-on tenu compte des... avertissements du prince Henckell de Donnersmark, révélés par le "Gaulois", et que l'on n'a pas démentis?

M. Witte ne nous a, que je sache, ni outragés ni provoqués. M. Witte s'est plus simplement montré à ceux qui croyaient la Russie définitivement abattue qu'elle comptait encore dans le monde et qu'elle serait, à une heure donnée, l'un des facteurs les plus importants des combinaisons pacifiques ou autres que prépare le destin. Après avoir vu M. Rouvier et M. Loubet, il a vu le prince de Bilibou et s'est entretenu avec l'empereur Guillaume. C'était façon d'indiquer clairement que la Russie reprendrait sa place en Europe. Nous devons nous en réjouir, car on sait que M. Witte s'entremettait hier encore pour obtenir de l'Empereur allemand les concessions qui seraient de nature à faciliter la solution de l'affaire marocaine.

Nous voulons la paix, c'est entendu; mais ce sentiment peut-être inspiré par des considérations diverses. On peut souhaiter la paix par humanité, et aussi parce que l'on n'est pas préparé à la guerre; il ne faut jamais donner à ses voisins, à ses ennemis éventuels, cette impression que l'on est attaché à la paix parce que l'on redoute les périls et les conséquences de la guerre.

C'est en ceci que les pacifistes me paraissent manquer du sens aigu des nécessités actuelles; ils prêchent la paix avec une passion telle qu'on peut nous croire—sur leur parole—prêts à subir les plus humiliations, pourvu qu'on ne trouble pas notre quiétude.

Nous avons suffisamment montré que nous n'avions aucune velléité belliqueuse en faisant les plus larges concessions en vue de la conférence proposée par l'Allemagne. Nous ne saurions aller plus loin sans préjudice pour notre dignité. La Russie nous aide, nous l'avons dit plus haut, à la défendre et à la conserver.

En échange, nous devons, si l'on

La fuite de Cunliffe.
Pittsburg, 13 octobre.—On croit que Cunliffe, l'employé de la Adams Express Company qui s'est enfui en emportant \$100,000 s'est embarqué pour un des ports de l'Amérique du Sud.

Cunliffe a eu grandement le temps de prendre la mer avant la découverte de son détournement, et il est probable qu'il aura gagné une des républiques de l'Amérique du Sud avec lesquelles les Etats-Unis n'ont pas de traité d'extradition.

A KISHINEFF.
Kishineff, Russie, 13 octobre.—M. Ossovski, le sous-chef de police de Kishineff, a été assassiné aujourd'hui.

Il était en grande partie responsable des massacres de juifs en 1903.

La conférence marocaine.
Paris, 13 octobre.—Le ministre des Affaires étrangères français a reçu aujourd'hui un télégramme de Madrid par lequel le gouvernement espagnol l'informe qu'il accepte le choix d'Algeiras, et il est probable qu'il aura gagné une des républiques de l'Amérique du Sud avec lesquelles les Etats-Unis n'ont pas de traité d'extradition.

Le départ de Mlle Roosevelt du Japon.
Yokohama, 13 octobre.—Mlle Alice Roosevelt et ses compagnons de voyage ainsi que M. E. H. Harriman, président de la Southern Pacific Company se sont embarqués ce matin à bord du vapeur "Siberia" en partance pour San Francisco.

Le grand vapeur a levé l'ancre au milieu des vivats de la population de Yokohama assemblée sur les quais.

Avant son départ, M. Harriman, s'adressant au correspondant de la Presse Associée, a dit : "Nous avons été traités avec la plus extrême courtoisie par toutes les classes du peuple japonais. Nous n'avons jamais eu aucune expérience désagréable."

"Je crois qu'il y a ici un marché pour les marchandises américaines. J'espère que dorénavant le commerce entre les deux pays se développera tous les jours davantage."

d'état-major, et leur a cordialement souhaité la bienvenue au nom du Japon.

Le général Burnett, de l'armée anglaise, et les autres attachés militaires anglais qui sont arrivés récemment de Mandchourie ont été reçus en audience au palais impérial.

Les officiers anglais ont ensuite dîné avec la famille impériale.

Le prince Arisugawa, les principaux hommes d'Etat et les ministres assistaient au départ.

L'empereur a mis le Palais Shiba à la disposition de l'amiral Noel et de son état-major.

Les marins de l'escadre anglaise profitant du congé qui leur était accordé ont visité Tokio aujourd'hui.

Comment se pouvait justifier une telle évolution de notre politique et de nos sentiments?

Certains reprochaient à la Russie d'avoir drainé l'argent des Français. Qui donc nous obligait à souscrire à ses nombreux emprunts? Ne nous a-t-elle pas payé très régulièrement des revenus que nous devons considérer comme très avantageux? Son crédit n'était pas atteint par la défaite, et s'il eût été menacé, le souci de nos intérêts nous eût fait un devoir de le défendre.

D'autres lui faisaient le grief autrement grave de ne s'être pas entremis pour nous faire restituer l'Alsace et la Lorraine, mais l'en avions-nous priée? Le traité d'alliance comportait-il une semblable éventualité? Ne savions-nous pas, au contraire, qu'une clause de ce traité devait décourager nos espérances, par la reconnaissance implicite des faits accomplis? En l'acceptant, n'admettions-nous pas officiellement que nous abandonnions—tout au moins pour un certain temps—les revendications que nous jugeons inopportunes ou prématurées?

Cette résignation momentanée ne s'est elle pas affirmée d'abord par l'envoi d'une escadre française à l'inauguration du canal de Kiel et, plus tard, par l'association de nos vaisseaux aux flottes allemandes et russes lorsqu'il apparut souhaitable de limiter les ambitions du Japon, qui venait de battre la Chine, et de lui ravir une partie des profits de la guerre?

Enfin l'accueil enthousiaste que

La vérité, c'est que nos japonais de France, dans la presse et dans le Parlement, ont voulu croire que la puissance militaire russe n'était qu'un prestige, une illusion; ils ont proclamé qu'on les avait trompés et que la mise au jeu de notre allié ne pouvait se comparer à la nôtre. Sont-ils donc bien certains que notre gage est supérieur? Croient-ils donc que M. Bertheux s'est employé à réparer le mal fait à l'armée par son prédécesseur, le général André? Certes, nous nous associons de tout cœur aux éloges adressés par l'attaché militaire américain au petit "piou-piou" français, mais la force d'une armée ne réside pas exclusivement dans la valeur de ceux qui la composent. Notre organisation, notre préparation militaire sont-elles à ce point perfectionnées que nous puissions opposer triomphalement notre puissance à la faiblesse de notre allié?

Je le souhaite et nul plus que moi ne s'en réjouirait; mais, dans ce cas, on peut se demander pourquoi notre gouvernement s'est montré si accommodant, si transigeant devant ce que M. Clemenceau appelle "la brutalité de l'empereur allemand"? Nous avions une plus fière allure lorsque l'affaire Schnöbelé mit en péril la paix de l'Europe, et l'Allemagne, qui nous menaçait, nous accorda les réparations qui nous étaient dues.

Si nous sommes prêts, pour quoi a-t-on sacrifié M. Delcassé? Pourquoi a-t-on tenu compte des... avertissements du prince Henckell de Donnersmark, révélés par le "Gaulois", et que l'on n'a pas démentis?

M. Witte ne nous a, que je sache, ni outragés ni provoqués. M. Witte s'est plus simplement montré à ceux qui croyaient la Russie définitivement abattue qu'elle comptait encore dans le monde et qu'elle serait, à une heure donnée, l'un des facteurs les plus importants des combinaisons pacifiques ou autres que prépare le destin. Après avoir vu M. Rouvier et M. Loubet, il a vu le prince de Bilibou et s'est entretenu avec l'empereur Guillaume. C'était façon d'indiquer clairement que la Russie reprendrait sa place en Europe. Nous devons nous en réjouir, car on sait que M. Witte s'entremettait hier encore pour obtenir de l'Empereur allemand les concessions qui seraient de nature à faciliter la solution de l'affaire marocaine.

Nous voulons la paix, c'est entendu; mais ce sentiment peut-être inspiré par des considérations diverses. On peut souhaiter la paix par humanité, et aussi parce que l'on n'est pas préparé à la guerre; il ne faut jamais donner à ses voisins, à ses ennemis éventuels, cette impression que l'on est attaché à la paix parce que l'on redoute les périls et les conséquences de la guerre.

C'est en ceci que les pacifistes me paraissent manquer du sens aigu des nécessités actuelles; ils prêchent la paix avec une passion telle qu'on peut nous croire—sur leur parole—prêts à subir les plus humiliations, pourvu qu'on ne trouble pas notre quiétude.

Nous avons suffisamment montré que nous n'avions aucune velléité belliqueuse en faisant les plus larges concessions en vue de la conférence proposée par l'Allemagne. Nous ne saurions aller plus loin sans préjudice pour notre dignité. La Russie nous aide, nous l'avons dit plus haut, à la défendre et à la conserver.

En échange, nous devons, si l'on

La fuite de Cunliffe.
Pittsburg, 13 octobre.—On croit que Cunliffe, l'employé de la Adams Express Company qui s'est enfui en emportant \$100,000 s'est embarqué pour un des ports de l'Amérique du Sud.

Cunliffe a eu grandement le temps de prendre la mer avant la découverte de son détournement, et il est probable qu'il aura gagné une des républiques de l'Amérique du Sud avec lesquelles les Etats-Unis n'ont pas de traité d'extradition.

A KISHINEFF.
Kishineff, Russie, 13 octobre.—M. Ossovski, le sous-chef de police de Kishineff, a été assassiné aujourd'hui.

Il était en grande partie responsable des massacres de juifs en 1903.

La mort du prince Troubetsky.
St-Petersbourg, 13 octobre.—La presse russe est unanime dans son expression de deuil au sujet de la mort du prince Serge Troubetsky, survenue hier à Moscou. Le prince était considéré comme l'un des hommes les plus libéraux de l'empire russe. Cette mort sera particulièrement regrettée par les étudiants de Moscou.

Le départ de Mlle Roosevelt du Japon.
Yokohama, 13 octobre.—Mlle Alice Roosevelt et ses compagnons de voyage ainsi que M. E. H. Harriman, président de la Southern Pacific Company se sont embarqués ce matin à bord du vapeur "Siberia" en partance pour San Francisco.

Le grand vapeur a levé l'ancre au milieu des vivats de la population de Yokohama assemblée sur les quais.

Avant son départ, M. Harriman, s'adressant au correspondant de la Presse Associée, a dit : "Nous avons été traités avec la plus extrême courtoisie par toutes les classes du peuple japonais. Nous n'avons jamais eu aucune expérience désagréable."

"Je crois qu'il y a ici un marché pour les marchandises américaines. J'espère que dorénavant le commerce entre les deux pays se développera tous les jours davantage."

d'état-major, et leur a cordialement souhaité la bienvenue au nom du Japon.

Le général Burnett, de l'armée anglaise, et les autres attachés militaires anglais qui sont arrivés récemment de Mandchourie ont été reçus en audience au palais impérial.

Les officiers anglais ont ensuite dîné avec la famille impériale.

Le prince Arisugawa, les principaux hommes d'Etat et les ministres assistaient au départ.

L'empereur a mis le Palais Shiba à la disposition de l'amiral Noel et de son état-major.

Les marins de l'escadre anglaise profitant du congé qui leur était accordé ont visité Tokio aujourd'hui.

ELIXIR ALIMENTAIRE DUCRO
est le TONIQUE qui a été prescrit par la profession médicale, et employé avec tant de succès pendant les épidémies de Fièvre Jaune depuis 1878.

Il Redonne de la Vitalité au Corps et Reconstitue tout le Système.

H. FUGERA & Co., Agents pour les E.-U., New York.

Enfin l'accueil enthousiaste que